

Que sont les fachos devenus?

MARC JACQUEMAIN ET FRÉDÉRIC CLAISSE

sociologues, respectivement professeur et chercheur à l'Université de Liège

Dans *Le Monde* du 29 septembre 2011, Élisabeth Badinter déplorait « *qu'en dehors de Marine Le Pen, plus personne ne défend[e] la laïcité* ». Une telle sortie, de la part d'une philosophe féministe se réclamant des Lumières, aurait-elle été possible il y a seulement quinze ans ? De deux choses l'une : soit Marine Le Pen aurait changé au point d'incarner aujourd'hui la laïcité française, soit c'est Élisabeth Badinter qui n'est plus tout à fait la même. À moins que, comme souvent, il n'y ait un peu des deux...

La question posée – « que sont les fachos devenus ? », – est de celles qui appellent cette espèce d'hypothèse intermédiaire : il faut reconnaître que non seulement l'extrême droite a beaucoup changé, mais aussi que ceux qui la combattent n'ont pas toujours pris la mesure de son évolution.

Un exercice de révision est nécessaire. Ce texte a l'ambition d'y contribuer. ■

La reconfiguration politique de l'extrême droite européenne au cours de ces trente dernières années, même si elle n'est pas encore achevée et laisse à voir un paysage encore très contrasté, est en train de laisser sur place et de littéralement désarmer une partie de la critique. Pour faire face à cette évolution, et ne pas nous trouver démunis devant un adversaire qui a bougé pendant que nous en étions encore à chasser leurs fantômes historiques, il est urgent de mettre à jour notre cadre d'analyse. C'est à un exercice de révision de ce genre que nous invitons ici.

LES FACHOS « HISTORIQUES » ET L'ILLUSION D'OPTIQUE DES ANNÉES 80

Au milieu des années 70, l'image que les « fachos » donnaient d'eux-mêmes était assez transparente : ils étaient membres du Front de la jeunesse, avaient pour emblème la croix celtique, étaient européistes convaincus et haïssaient les communistes. Pour qui, parmi les militants antifascistes de l'époque, cherchait alors à en découdre avec eux, il était facile de se croire revenu aux années trente. L'heure était à une vision romantique de l'histoire : avec la « grande révolution » à portée de mains, ces jeunes gens aux crânes rasés seraient les derniers nervis du système capitaliste à l'agonie.

C'est tout le contraire qui s'est passé. Loin d'être des années de « remontée des luttes », selon l'expression alors consacrée, les années 80 auront été des années d'hégémonie radicale du capitalisme. Certes, François Mitterrand prend le pouvoir en 1981, mais, à ce moment-là, la gauche a déjà perdu la bataille des idées, ce que confirmera très vite le tournant de la rigueur en 1983. Certes, le début de la décennie voit aussi une poussée de violence d'extrême gauche (Action directe, Brigades rouges, Fraction armée rouge, Cellules communistes combattantes...), mais c'est une violence isolée et désespérée, qui traduit une absence totale de perspective politique et sera écrasée, au grand soulagement de toute la population – ouvriers en tête, qui ne veut surtout pas que de tels actes soient commis en leur nom.

Cette période voit l'émiettement de la classe ouvrière et la conquête de tous les esprits par le capitalisme. Les travailleurs sociaux, sur le terrain, et les sociologues, dans les universités, attireront bien l'attention sur la remontée de la pauvreté dans les pays riches, mais pour la majorité des classes moyennes et pour une partie de ce qui reste des classes laborieuses, les années 80 seront les années « fric ». Même l'URSS de Gorbatchev semble venir donner son soutien idéologique au capitalisme triomphant. La guerre froide est terminée, les alternatives ont échoué. Bien plus :

le capitalisme semble doté d'un projet positif, celui d'un monde d'opportunités où tout le monde va sinon devenir riche, au moins pouvoir tenter sa chance.

On n'est donc pas du tout dans une montée de la conflictualité mais, à l'inverse, dans l'émergence d'une idéologie consensuelle qui sacralise les opportunités individuelles, associée à un État technocratique qui gère les tensions au nom du « bien commun ». C'est, pour faire simple, une techno-démocratie : les décisions vraiment essentielles ne sont pas sous le contrôle réel des citoyens, même si des élections libres permettent de « prendre le pouls » de l'opinion tout en réduisant, par la catharsis, les tensions sociales. Cette pensée techno-démocratique, centrée sur l'idéologie néo-managériale, Jean-François Kahn l'a baptisée avec un certain bonheur « la pensée unique ». Or, pour un capitalisme de pensée unique, l'extrême droite est profondément dysfonctionnelle.

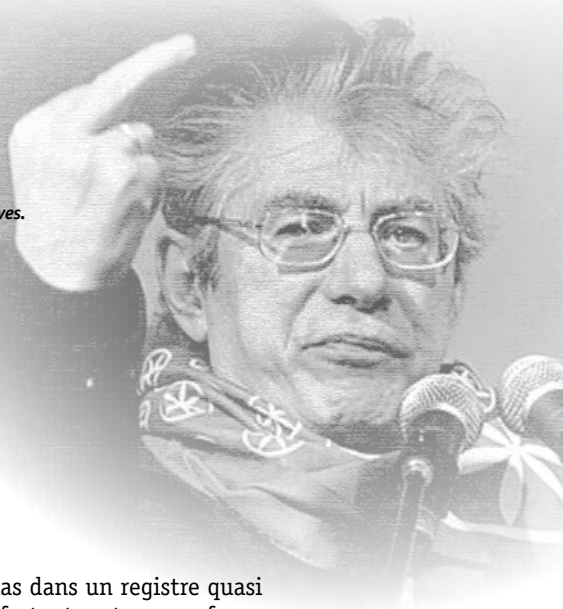
Qu'entendons-nous par là ? Le fascisme qui, dans les années 20, se développe partout en Europe n'est évidemment pas, ce serait beaucoup trop simple, une invention des classes dominantes pour dompter le prolétariat. Ce qui est sûr, par contre, c'est que le fascisme avait, à ce moment et dans certains pays, un caractère fonctionnel pour

Le fascisme avait un caractère fonctionnel pour la bourgeoisie : il apparaissait comme un moindre mal face à un mouvement ouvrier puissant et en pleine radicalisation.

Depuis qu'ils sont en costumes-cravates, sont-ils encore fascistes ? © HUGO JAEGER



Umberto Bossi, le leader de la Ligue du Nord (Italie)
Affiche 1 : Ils ont subi l'immigration. Maintenant ils vivent dans des réserves.
Affiche 2 : Nous avons arrêté l'invasion.



► la bourgeoisie : il apparaissait comme un moindre mal face à un mouvement ouvrier puissant et en pleine radicalisation. À la fois, il détournait la conflictualité de classe vers l'exaltation de la nation et utilisait féroce­ment les pouvoirs de police d'un État considérablement renforcé pour briser tous ceux qui ne se satisfaisaient pas de cette situation. Le capitalisme n'a pas inventé le fascisme des années trente, mais dans un certain nombre de pays, il s'y est rallié avec enthousiasme.

Or, précisément, les années 80 sont à peu près l'inverse des années trente. On assiste non pas à la montée de la conflictualité sociale, mais à son extinction progressive. Le mouvement ouvrier est battu, les classes moyennes ne rêvent que de s'enrichir en bourse et même la gauche se rallie aux politiques monétaristes. C'est d'ailleurs un homme de gauche, le social-démocrate allemand Helmut Schmidt, qui exprime le mieux ce ralliement avec sa formule célèbre, « *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». Qu'a-t-on besoin de néo-fascistes qui risquent de venir casser cette euphorie et ranimer la conflictualité ? La droite classique est bien davantage gênée que servie par la remontée d'une droite extrême. Trente après, on en a toujours un bon indicateur : le cordon sanitaire. À bien y réfléchir, le succès de ce dispositif dans des pays comme la France

ou la Flandre, même s'il n'a pas été parfait, est une illustration du caractère dysfonctionnel de l'extrême droite : le cordon a globalement tenu, alors qu'il a été parfois extrêmement coûteux pour la droite elle-même. La droite classique espérait alors étouffer ce renouveau de la droite populiste dont elle ne voulait pas. C'est ce premier tournant qu'une partie de la critique de gauche a manqué, habituée qu'elle était

à envisager l'extrême droite comme un appendice naturel et un élément fonctionnel de la société capitaliste.

Ceci dit, dès le début des années 70, une personne au moins avait compris cette nouvelle configuration : le cinéaste Mario Monicelli, avec son film de 1973 intitulé *Nous voulons les colonels*, désopilante comédie où un groupe de néo-fascistes d'opérette déterminés à renverser le Président de la République italienne échoue misérablement dans sa tentative de coup d'État : le maréchal en retraite qui doit être installé au pouvoir est un vieux gâteux qui ne pense qu'aux pâtes de son souper ; les activistes censés couper les fils à haute tension pour isoler la capitale se font électrocuter par leurs propres camarades ; le bataillon de parachutistes qui devait prendre d'assaut le palais présidentiel atterrit sous les lumières et la musique à cause d'une erreur de

Au fond, nous dit Mario Monicelli, le véritable ennemi n'est pas le fascisme nostalgique de l'ordre ancien, mais la droite technocratique.

timing. Et quand le groupe d'insurgés finit par arriver au palais présidentiel, c'est pour se faire immédiatement encercler par les forces de police déjà au courant de tous les détails de l'opération. Mais, et c'est ici que l'histoire se corse, le Ministre de l'Intérieur, un démocrate-chrétien bon teint, en profite pour déclarer l'État de siège et prendre les pleins pouvoirs, afin de « sauver la république ». La tentative de coup d'État débouche donc bien sur une sorte de « démocratie sous tutelle », même si les fascistes n'auront été, dans cette histoire, que le jouet plutôt burlesque de forces qui les dépassaient largement.

Au fond, nous dit Mario Monicelli, le véritable ennemi n'est pas le fascisme nostalgique de l'ordre ancien, mais la droite technocratique. Sans doute la vision du néo-fascisme véhiculée par le film est-elle encore celle d'une idéologie fonctionnelle, instrumentalisée par le pouvoir en place à qui elle donne une opportunité d'intervention inespérée. Mais le cinéaste avait compris, en somme, que le vrai danger était ailleurs et qu'il y avait davantage à craindre des techno-démocrates que de ces néo-fascistes au folklore épuisé.

L'EXTRÊME DROITE NOUVELLE

Mais alors, comment expliquer le succès de l'extrême droite en Europe dans les trois décennies qui suivent ? C'est ici qu'il faut comprendre la mutation fondamentale vécue par ces mouvements. Dans *Nous voulons les colonels*, Monicelli montre, avant tout le monde, comment la remontée des inégalités et de l'autoritarisme radicalise une partie de la droite en costume cravate et lui permet de marginaliser la droite fascisante. En revanche, ce que n'aurait pu imaginer le réalisateur, c'est le mouvement inverse : à savoir que la droite fascisante se convertisse suffisamment à la techno-démocratie pour prétendre à l'hégémonie sur la droite tout entière. Or, c'est justement ce qui est en train de se passer dans un certain nombre de pays d'Europe.

À cet égard, le cas français est exemplaire : à force de « dérapages contrôlés », Nicolas Sarkozy et ses alliés ou conseillers (Guéant, Hortefeux, Besson...) ont réussi à faire paraître Marine Le Pen presque plus fréquentable qu'eux-mêmes. On a bien vu le profit que pouvait en tirer la présidente du FN, sans doute plus politique et moins idéologique que son père, lors de sa fameuse visite à Lampedusa, où elle est

apparue dans les médias dans un registre quasi compassionnel – manifestant certes un refus intransigeant de l'immigration, mais en évitant soigneusement la tonalité haineuse et méprisante qui perce dans le discours de la droite sarkozyste. En somme, on pourrait presque dire que Marine Le Pen a réussi à contourner le président français « sur sa gauche », ce qui explique sans doute en partie son succès dans les sondages : comment Sarkozy peut-il à la fois affirmer que le FN est infréquentable et distiller un discours dont il est un décalque ?

Le parcours de Marine Le Pen est d'autant plus révélateur que son parti est probablement celui des grands partis d'extrême droite européenne dont la filiation avec le fascisme historique est la plus évidente. Au sein même des instances du Front national, Marine Le Pen a été élue présidente du parti en janvier 2011 contre Bruno Gollnisch. Ce dernier, un des tout premiers compagnons d'armes de Jean-Marie Le Pen, avait été condamné pour propos révisionnistes et interdit d'enseigner pendant cinq ans dans son université. Il condamnait la loi Veil sur l'avortement alors que Marine Le Pen s'y était ralliée. Son éviction représente clairement la défaite de la ligne « dure » du parti. La fermeté du ton avec lequel la nouvelle présidente traite un journal historique de l'extrême droite française comme *Rivarol*, accusé d'abriter des « *groupuscules radicaux, caricaturaux, anachroniques* », des « *pétainistes et des obsédés de la Shoah* », montre une inflexion sensible qui dépasse le simple repositionnement stratégique.

Si l'on prend du champ, on découvrira en Italie ce qui figure peut-être l'étape suivante de la mutation postfasciste à l'échelle européenne – et une voie possible pour l'évolution du Front national français. Le parcours de Gianfranco Fini, ancien partenaire de coalition de Berlusconi, est encore plus frappant que celui de Marine Le Pen. Déclarant encore en 1994 que « *Mussolini a été le plus grand homme d'État du siècle* », Fini dira dix ans plus tard, lors d'un voyage en Israël, que le fascisme aura été « *le mal absolu du XX^e siècle* ». Entre-temps, son parti, le Mouvement social italien, avait procédé à une véritable

Comment Sarkozy peut-il à la fois affirmer que le FN est infréquentable et distiller un discours dont il est un décalque ?

ISLAM RADICAL

IL FAUT EN FINIR AVEC LE LAXISME DE L'UMPS

Les horribles massacres qui ont eu lieu en mars à Montauban et à Toulouse ont apporté la preuve de ce que Marine LE PEN avait déjà souvent dénoncé : le fondamentalisme islamique s'est développé dans notre pays et constitue un péril pour les Français. La situation est d'autant plus préoccupante que les autorités politiques font preuve d'un laxisme total, les promesses électorales n'étant jamais suivies par des actes.

DÉVELOPPEMENT DU FONDAMENTALISME ISLAMIQUE EN FRANCE

Au pouvoir depuis 5 ans, l'UMP a favorisé le développement d'un « islam en France » plutôt que d'un « islam de France », en créant le Conseil français du culte musulman (CFCM) et en permettant aux musulmans non français d'y être représentés. Da plus, les différentes tendances de l'islam bénéficient, au sein du CFCM d'une représentation proportionnelle à l'importance de leurs mosquées. Ainsi, celles qui reçoivent des soutiens et des financements provenant de puissances étrangères, sont favorisées.

LAXISME DU GOUVERNEMENT FACE À LA MENACE TERRORISTE

En 2007, le candidat Sarkozy s'était engagé à traquer toute forme de criminalité, notamment « en nettoyant les caves » dans certains quartiers. Comme toutes les autres, ses promesses n'ont été que des mots.

Depuis 5 ans, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour éradiquer la menace terroriste. Le cas de Mohamed Merah est emblématique : condamné 15 fois par la justice, s'étant manifesté par des propos favorables à Al Qaïda et ayant effectué plusieurs « stages » de formation au combat en Afghanistan, il restait libre de ses faits et gestes alors même que les services de renseignements l'avaient repéré.

M. Beschizza, conseiller de M. Sarkozy pour les questions de Sécurité, indiquait le 22 mars que le gouvernement avait expulsé en 2011 « 10 personnes » liées à la mouvance islamiste ! Un chiffre dérisoire par rapport à l'ampleur du phénomène.

D'autre part, Sarkozy et le gouvernement, ont supprimé 15 000 postes de policiers et de gendarmes depuis 5 ans ce qui prive les forces de sécurité des effectifs suffisants pour mener à bien leurs missions de renseignement et de maintien de l'ordre.

AU **VERSO** LES PROPOSITIONS DE MARINE LE PEN POUR LA SECURITE DES FRANÇAIS

IL EST URGENT D'AGIR CONCRÈTEMENT CONTRE L'ISLAMISME :

- Expulsion de tous les délinquants étrangers.
- Fouilles et contrôles systématiques de tous les quartiers susceptibles d'abriter des individus ou des mouvements islamistes.
- Contrôle très strict des mouvements politico-religieux et de leurs prêches, notamment dans les prisons.
- Interdiction de tout financement des activités culturelles par des puissances étrangères (Qatar, Arabie Saoudite, etc.).
- Reconstitution des moyens et des effectifs de police affectés à la lutte contre toutes les formes de criminalité.

LE 22 AVRIL, VOTEZ MARINE LE PEN

LA CANDIDATE QUI DÉFEND LE PEUPLE FRANÇAIS

Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Tel. _____

Mail _____

☐ Je soutiens l'action de Marine Le Pen

☐ Je souhaite adhérer au Comité de soutien de Marine Le Pen

☐ Je souhaite rencontrer un représentant local de Marine Le Pen

Marine Le Pen

COUPON À RENDRE À :

CRFP 2012 - 75L, rue des Suisses - 92000 Nanterre - 01 41 20 26 26

► refondation pour devenir Alleanza nazionale, en abandonnant toute référence au fascisme, ce qui lui coûtera d'ailleurs la dissidence de la petite fille du Mussolini, qui restait une figure très populaire au sein du MSI. Gianfranco Fini est aujourd'hui un des hommes forts de la droite italienne. Il a si bien réussi à se forger une nouvelle respectabilité qu'il apparaît comme une alternative crédible à droite, maintenant que Berlusconi paraît définitivement discrédité par ses bouffonneries et ses malversations. Ami de Nicolas Sarkozy (dont il a préfacé l'édition italienne de deux de ses livres), il se déclare favorable à l'insémination artificielle, reconnaît avoir tâté du cannabis dans sa jeunesse et a considérablement assoupli ses positions sur l'immigration.

Enfin, nous avons, à nos portes, un exemple presque symétrique. La N-VA, parti démocratique mais au profil nationaliste conservateur très marqué, s'est construite en partie sur la marginalisation du Vlaams Belang. Mais que reproche au fond Bart de Wever à Filip De Winter, sinon d'être un « révolutionnaire », prêt à renverser les institutions pour imposer son programme alors que le noyau dur de ce programme, débarrassé de ses tonalités haineuses et trop ouvertement xénophobes, peut se réaliser dans le champ démocratique. Pour le dire de

manière un peu caricaturale, Bart de Wever est un « démocrate d'extrême droite ». L'étiquette est sans doute provocatrice, mais analytiquement pertinente : il s'agit de quelqu'un qui, n'ayant jamais lui-même appartenu à l'extrême droite (il vient de la Volksunie) et refusant tout héritage du fascisme historique, en particulier sa violence et son hostilité à la démocratie, introduit au sein de la droite parlementaire conservatrice un ferment de radicalisation idéologique et morale et rend respectable les thèmes centraux de l'extrême droite, le nationalisme, le sécuritarisme et la xénophobie. Il ne paraît pas absurde de dire que la N-VA est au Vlaams Belang ce que le socialisme réformiste des années 20 était au bolchevisme : on est d'accord sur l'objectif mais en désaccord sur les moyens.

Si on s'écarte de ces cas classiques, il y a bien plus déroutant encore : le PVV de Geert Wilders, aux Pays-Bas, défend les droits des homosexuels et est philosémite. Geert Wilders a été aidé par la Republican Jewish Coalition américaine et il a lui-même envisagé un temps d'émigrer en Israël. L'extrême droite suédoise s'appelle « parti des démocrates de Suède », avec un programme centré sur l'insécurité, le contrôle des flux migratoires et

la protection des personnes âgées. Quant au Parti du peuple danois, qui a gouverné dix ans avec la droite jusqu'à la récente victoire de la gauche, son obsession est de rétablir les frontières internes de l'Union européenne. L'UDC suisse, de son côté, s'est focalisée sur les minarets et défend ses positions xénophobes à partir des valeurs mêmes de la démocratie helvétique qui est, à certains égards, une des plus exemplaires du monde, du moins une des plus proches de l'idéal défendu par les philosophes.

On a donc des partis d'extrême droite – certes pas tous – qui défendent les Juifs, Israël et les homosexuels. Certains se disent défenseurs de la laïcité et même féministes. Et surtout, aucun ne remet en cause la démocratie électorale, même si beaucoup se verraient bien y ajouter une touche de plébiscite. On peut penser que, derrière tout cela, il y a aussi de la tactique, des postures et des accommodements. Il ne fait pourtant pas de doute, au total, que toutes ces formations récuse l'héritage des croix celtiques des années 70 et plus encore celui des croix gammées des années 30. Ils ont jeté à la poubelle le logiciel fasciste. Mieux : la frontière avec la droite classique devient poreuse.

NÉO-POPULISME ET VIEUX DÉMONS : LE CAS PARTICULIER DU FRONT NATIONAL

Une des raisons pour lesquelles ces mutations restent difficiles à penser tient aussi à la focalisation excessive sur le Front national qui reste, malgré la victoire de Marine Le Pen, plutôt à la traîne dans cette vaste reconfiguration de l'extrême droite européenne. La plupart des partis d'extrême droite conjuguent en effet, avec plus ou moins de bonheur, thèmes identitaires et néolibéraux : à la fois repli sur sa communauté, mais insertion dans l'économie globalisée. C'est aussi le cas d'une grande partie de la droite « modérée ». Ainsi, le fantasme nourri par Bart De Wever d'une « Europe des Régions » se situe exactement à cette intersection : dans un monde où l'étage « État-Nation » serait devenu obsolète, les ensembles restreints, subétatiques et régionaux, représenteraient le niveau de gouvernance le plus cohérent et le plus efficace. C'est en disposant de tous les leviers de commande que la Flandre répondra le mieux aux défis de la mondialisation – et si la Wallonie avait les mêmes aspirations, ajoutez-il, les deux peuples ne s'en porteraient que

mieux. Le repli sur soi qu'implique ce programme est, dans le même temps, adhésion offensive à l'ultramodernité des échanges mondialisés. C'est le sens de cette espèce d'entre-capture entre les droites libérales et les nouvelles formes d'extrême droite. En se « recentrant », l'extrême droite a quelque part été dissoute : ses thèmes finissent par se confondre avec ceux de la droite conservatrice.

À l'opposé, le Front national demeure, sur le versant économique de son programme, un parti protectionniste et europhobe, hostile à la mondialisation. On peut même dire que le parti a vu, ces dernières années, des résurgences de certaines tendances historiques du fascisme, qui n'étaient que groupusculaires dans les années 80, mais retrouvent aujourd'hui de la voix. Quand Alain Soral, ancien militant au Parti communiste, fonde en 2007 l'association Égalité et Réconciliation, il entend fédérer autour de lui et dans l'orbite du Front national un courant nationaliste, mais viscéralement anticapitaliste. En se réclamant de la « gauche du travail » et de la « droite des valeurs », Soral ranime en quelque sorte l'esprit du Cercle Proudhon, qui associait dans l'entre-deux-guerres syndicalistes révolutionnaires et nationalistes maurrassiens. Si Soral et sa mouvance ont aujourd'hui rompu avec le Front national, le parti semble avoir conservé cette orientation antilibérale, qui s'est même encore renforcée avec la crise financière. Alors que Fini a balancé par dessus bord tout reliquat de corporatisme pour embrasser le néolibéralisme, le Front national est en train de redevenir un parti interventionniste et autoritaire en matière économique, avec une doctrine qu'Hayek aurait qualifiée de « socialisme de droite », caractéristique de certaines tendances historiques du fascisme. De telles évolutions ne contribuent pas à dessiner un paysage facilement lisible.

En réalité, c'est une véritable nébuleuse de tendances qui compose aujourd'hui la « fachosphère » ou la « réacosphère » française. S'il y a, dans cette recomposition en cours, ►

On a donc des partis d'extrême droite – certes pas tous – qui défendent les Juifs, Israël et les homosexuels. Certains se disent défenseurs de la laïcité et même féministes...

IMMIGRATION OFFICIELLE
(2007-2011)

+ 203 000
par an



**SARKOZY A-T-IL ÉTÉ
ÉLU POUR ÇA ?**

REJOIGNEZ
MARINE LE PEN

LES PROPOSITIONS
DE MARINE LE PEN

- ➔ **Arrêt de l'immigration légale**, utilisée pour peser à la baisse sur les salaires.
- ➔ **Expulsion immédiate** de tout étranger entré illégalement en France.
- ➔ **Application de la préférence nationale** pour les emplois, les logements et les aides sociales.
- ➔ **Déchéance de leur nationalité française** pour les délinquants ou criminels récemment naturalisés.
- ➔ **Suppression de la double-nationalité** (sauf pour les ressortissants d'un autre pays européen).
- ➔ **Réforme du code de la nationalité** en supprimant le « droit du sol » qui procure automatiquement la nationalité française à toute personne née en France.
- ➔ **Refus des revendications communautaristes** visant à contourner ou à modifier nos lois. Inscription des mots suivants dans la Constitution : « la République ne reconnaît aucune communauté ».
- ➔ **Interdiction du financement des mosquées par des pays étrangers** et application stricte de la laïcité.

► d'incontestables nouveautés qui tranchent avec le passé, il en est d'autres qui continuent d'ancrer l'extrême droite dans son terreau crypto-fasciste habituel – y compris, on l'a vu, sur sa gauche. Peut-on pour autant donner raison à ceux qui pensent que le Front national n'a, au fond, pas changé ? Quand le Front national donne des consignes claires pour tenir les militants aux crânes rasés à l'écart de ses cortèges et manifestations officielles, il ne s'agit, pour certains, que d'un artifice grossier qui ne marque aucune rupture avec ses éléments violents. Dans un reportage télévisé sur la trajectoire des Le Pen, Caroline Fourest rappelait ainsi récemment que Marine Le Pen continue à entretenir des relations amicales avec Serge Ayoub, cofondateur des Jeunesses nationalistes révolutionnaires, un groupe de skinheads connu dans les années 80 pour leurs ratonnades.

En revanche, il est une thématique sur laquelle le Front national et ses homologues européens convergent : le choc des civilisations et la stigmatisation des musulmans. S'attaquant aux prières de rue ou au financement public des mosquées, Marine Le Pen rompt pourtant ici avec la ligne qui était celle de son père, qui ne voyait encore, en 2009, aucune « incompatibilité » entre la foi musulmane et le « mode de vie français » et déclarait qu'il ne fallait pas, sur ces questions, « surestimer l'ingrédient religieux ». Perçu comme

une « menace » identitaire pour la France et pour l'Europe, l'islam a désormais pris la place de l'ennemi dans le discours du parti.

Post- ou néofascistes, réactionnaires revigorés ou conservateurs déringardisés, tous ces mouvements, y compris le Front national cette fois, ont enfin un autre point commun dans la manière dont ils activent certains ressorts du populisme. Qu'il s'agisse de Marine Le Pen fustigeant l'« établissement », de Geert Wilders s'exprimant au nom de « Jan met de pet » (autrement dit Monsieur Tout le Monde) ou Nicolas Sarkozy de « la France qui se lève tôt », il s'agit bien à chaque fois d'ériger en totalité une partie de la communauté politique censée plus légitime, plus réelle, plus authentique, et d'en exclure certains groupes.

Chacun de ces discours érige ce qu'Ernesto Laclau appelle une « frontière intérieure » et donne littéralement forme au peuple en cristallisant des mécontentements hétéroclites au moyen de « chaînes d'équivalence » : la stigmatisation de catégories entières de la population perçues comme « profiteurs » (chômeurs, bureaucrates, enseignants, fonctionnaires...) peut ainsi rejoindre la dénonciation du laxisme de la justice à l'égard des délinquants, de la complaisance des États vis-à-vis de l'immigration ou de l'irresponsabilité de leurs politiques multiculturelles. Une trame narrative finit par

En revanche, il est une thématique sur laquelle le Front national et ses homologues européens convergent : le choc des civilisations et la stigmatisation des musulmans.

se tisser, dans laquelle le « citoyen ordinaire » construit par ce discours peut croire reconnaître en partie ses propres inquiétudes.

LE DROIT DE RESTER ENTRE NOUS
ET LA MUTATION DE L'INDIVIDUALISME

Il reste à se demander ce qui explique ces mutations et comment combattre cette extrême droite nouvelle. Notre obsession de l'histoire du XX^e siècle – qui est utile à certains égards – explique sans doute qu'il ait fallu tant de temps pour comprendre la nouveauté radicale de ce retour d'une droite conservatrice et populiste. Dans un ouvrage controversé, *Le déni des cultures*, le démographe Hugues Lagrange livre peut-être une clef de compréhension décisive de cette mutation. Lagrange considère que, dans l'ensemble des sociétés occidentales, quoiqu'avec des différences sensibles entre les États-Unis et l'Europe, le cycle de l'aspiration à la liberté qui se déploie après la Grande Guerre s'est inversé au milieu des années 70. Il donne à ce phénomène, peut-être en hommage au livre de la féministe américaine Susan Faludi, le nom de backlash. Le backlash, c'est ce « rappel à l'ordre » qui, suivant une période d'émancipation morale et sociale, caractérise les trois décennies après 1975. Il est lié à la profonde insécurisation qui a gagné les populations européennes dans le cadre d'un nouvel ordre mondial façonné par la globalisation, et qui rend l'avenir insaisissable.

Dans ce contexte, l'extrême droite vient apporter une rhétorique nouvelle, bien différente de celle des années trente, et surtout bien plus en phase avec l'angoisse montante des sociétés européennes : un « droit à rester entre nous », selon l'expression de Lagrange. Cette posture est profondément différente du nationalisme de conquête qui avait armé le fascisme historique – la lutte pour « l'espace vital » et la domination, voire l'anéantissement des peuples « inférieurs ». Il est aussi profondément différent du nationalisme de résistance qui avait animé les mouvements de libération des peuples colonisés après la guerre. Il ne s'agit plus ni de dominer, ni de rejeter la domination, mais d'organiser la ségrégation, de refuser la cohabitation. Le projet de la nouvelle extrême droite, c'est la réponse à la mondialisation par la vision d'une sorte d'apartheid généralisé.

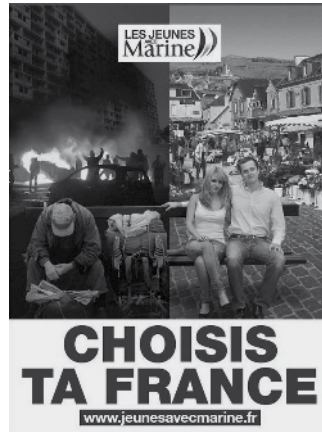
On comprend pourquoi il n'est dès lors pas besoin pour ces mouvements de renier les

formes de la démocratie : le projet de « rester entre nous », d'exclure ceux qui ne nous ressemblent pas, est déjà largement diffusé au sein des populations européennes et, le contexte international aidant, il s'est focalisé sur l'islam. C'est ce projet qu'expriment Marine Le Pen, Geert Wilders, Umberto Bossi ou, sur un ton plus modéré, Bart de Wever et Gianfranco Fini. On comprend également pourquoi la droite classique est tentée de relayer un tel programme, qui répond à un autre objectif que d'écraser une résistance au capitalisme d'ailleurs à peine renaissante dans nos sociétés. Ces figures politiques expriment une aspiration à l'ordre et à l'homogénéité déjà enracinée dans les populations européennes et qui est la réponse à la fragilisation de la solidarité collective. La xénophobie est déjà latente partout, même si son expression reste aujourd'hui maîtrisée. Elle est en quelque sorte la pente naturelle d'une population qui a retrouvé la peur de l'avenir.

À ce projet de « rester entre nous » vient s'entrecroiser une autre transformation des sociétés européennes, qui va elle aussi accroître l'espace pour une extrême droite techno-démocratique : la mutation de l'individualisme. Avec le recul, on ne peut en effet que constater combien est éclairante la question de Marcel Gauchet lorsqu'il demande ce que serait l'individualisme contemporain sans la sécurité sociale. L'aspiration à l'autonomie, le rejet des institutions trop contraignantes (songeons à l'évolution du mariage), la tolérance et l'acceptation de la différence, toutes valeurs qui ont progressé dans les sociétés européennes entre 1945 et 1975, puisaient leurs racines dans une profonde sécurisation collective au plan matériel. Nos sociétés d'après-guerre étaient des sociétés où l'avenir ne pouvait apparaître que globalement meilleur. La solidarité collective et la perspective d'ascension sociale offraient aux individus le socle d'assurance qui rend possible l'aspiration à une vie morale plus autonome. On pourrait dire que cette sécurité collective matérielle a permis l'éclosion d'une individualisation du choix ►

L'extrême droite vient apporter une rhétorique nouvelle, bien différente de celle des années trente, et surtout bien plus en phase avec l'angoisse montante des sociétés européennes : un « droit à rester entre nous »...





► moral. Ne nous y trompons pas : ces sociétés étaient matériellement plus pauvres que celles d'aujourd'hui. Mais elles étaient aussi moins inégalitaires et surtout, elles offraient à la quasi-totalité de leurs membres des perspectives d'avenir.

La globalisation de l'économie et, simultanément, le retour d'un capitalisme beaucoup plus offensif ont inversé cette logique. Nous n'avons plus confiance dans notre avenir matériel. Nous craignons, et probablement à juste titre, une érosion de la capacité des sociétés européennes à décider de leur avenir économique. Mais cette érosion ne sera sans doute pas un retrait en bon ordre, dans le cadre d'un État social qui assure à chacun une protection contre le pire. Elle se fera et se fait déjà en parallèle avec la fragilisation de toutes les protections sociales. La société belge, en particulier, qui a construit un système particulièrement solidaire, est montrée du doigt parce que trop « généreuse ». Dans un contexte comme celui-là, où la collectivité ne peut plus garantir la sécurité matérielle de ses membres, ceux-ci sont en demande de réassurance morale : qu'on nous donne au moins l'impression que notre monde symbolique, lui, tient encore. Qu'on nous laisse rester entre nous, qu'on nous laisse continuer à vivre dans notre petit monde rassurant même s'il prend l'eau de partout. Il n'y a plus, aujourd'hui, de contradiction entre les exigences de l'individualisme matériel et la défense de blocs identitaires.

Le débat sur la montée de l'individualisme dans nos sociétés se comprend dès lors beaucoup mieux si on admet qu'il y a bien deux individualismes ou, si l'on préfère, deux dimensions de l'individualisme : d'une part, l'individualisme moral et symbolique, qui est rejet – parfois excessif – des institutions et des contraintes, recherche d'autonomie et tolérance ; et, d'autre part, l'individualisme matériel, qui est avant tout défense égoïste de son intérêt personnel ou de celui de ses proches,

et compétition généralisée avec tous les autres. Ces deux dimensions de l'individualisme ne vont pas forcément de pair et on peut même penser qu'il y a plutôt substitution entre les deux que complémentarité. L'individualisme issu de mai 68 avait une forte dimension de solidarité affective et matérielle (on aimait les grandes manifestations et on

vivait en communauté) et il avait aussi une grande composante de tolérance (notamment dans le domaine de la morale sexuelle, qui est devenue une affaire de choix privé). Le capitalisme d'aujourd'hui, en exacerbant l'individualisme matériel et la compétition généralisée, a rendu beaucoup plus difficile l'expression des valeurs d'autonomie et de tolérance qui sont le propre de l'individualisme moral.

ET MAINTENANT ?

Une extrême droite méconnaissable, en tout cas de moins en moins discernable de la droite conservatrice, est aujourd'hui, dans un certain nombre de pays, en mesure de gagner l'hégémonie sur l'ensemble des forces de droite. Trente ans

après la première percée du FN français, la question qui se pose est de se demander si les antifascistes, ou du moins la grande majorité d'entre nous, n'avons pas commis une erreur radicale de focalisation : tétanisée par la réapparition d'une extrême droite affichée dans le jeu électoral, nous

avons concentré nos efforts sur l'isolement politique de ce qui était vu, au départ, comme une sorte de renouveau du fascisme, et avons consacré, en revanche, bien trop peu d'efforts sur la déconstruction idéologique des thèmes de l'extrême droite.

L'exemple flamand est peut-être à cet égard le plus clair : politiquement, le Vlaams Belang a été isolé et contenu. Le cordon sanitaire a marché, au prix parfois d'un coût élevé pour les partis

démocratiques et, en particulier, il faut le reconnaître, pour les partis de droite. Mais les thématiques idéologiques du VB, mêlant nationalisme pointu, xénophobie et obsession sécuritaire ont largement percolé dans toute la société flamande. La droite conservatrice s'est radicalisée et rassemblée dans la N-VA. Politiquement donc, le VB a perdu. Mais ses idées gagnent sans cesse du terrain et la NVA en a repris le noyau dur, débarrassé de ces résonances fascisantes. À une échelle moindre, ce mouvement s'est d'ailleurs fait sentir aussi en Belgique francophone : alors que le FN n'y a jamais représenté un vrai danger politique et n'a pas eu à être « contenu », le déplacement à droite de l'ensemble du champ idéologique wallon et bruxellois est sensible depuis 1980. Aujourd'hui, si l'on en croit les sondages, une majorité de Wallons manifestent non seulement une certaine hostilité à l'égard de l'immigration mais aussi, dans la foulée, une hostilité à l'égard des chômeurs et des pauvres, quel que soit leur pedigree.

Il paraît vraisemblable aujourd'hui que l'extrême droite soit en voie de disparition, non parce qu'elle est battue mais parce qu'elle se dissout dans l'ensemble du corps social qui absorbe petit à petit son noyau dur idéologique. Les démocrates, et en particulier les démocrates de gauche, sont occupés à perdre la bataille des idées. Et ce n'est pas en validant l'agenda de l'extrême droite qu'elle regagnera le moindre pouce de terrain. Lorsque Laurent Fabius dit que « le Front national apporte de mauvaises réponses à de bonnes questions », croit-il vraiment que ce qui menace la société française, c'est l'immigration ? Ne serait-ce pas plutôt la croissance des inégalités, la fragilisation de la solidarité, le chômage de masse, la paupérisation de l'école ? Lorsqu'Élisabeth Badinter croit que Marine Le Pen défend la laïcité, pense-t-elle vraiment que la laïcité est en de bonnes mains dans le parti qui a choisi comme symbole de la France non pas Voltaire ou Condorcet, mais la mystique Jeanne d'Arc ? Le rappel à l'ordre et à « l'entre-soi » sont maintenant également défendus à gauche ; il n'y a dès lors pas de raison pour que l'extrême droite nouvelle n'en remette



pas une couche. La stratégie choisie par trop de démocrates a été de « faire la part du feu » : on rassure la population mais on ne la sécurise pas. En clair, on a de l'argent pour mettre des caméras partout, mais pas pour défendre l'indexation des salaires ou les allocations de chômage.

Il y a aussi ceux qui, de bonne foi, commettent l'erreur catastrophique de croire que pour combattre cette extrême droite nouvelle, il suffit de rappeler les horreurs du nazisme. Non seulement l'extrême droite nouvelle ne se revendique plus du nazisme, mais elle le condamne. Il restera toujours des nostalgiques plus ou moins vociférants (et violents), mais quelle que soit l'importance du devoir de mémoire, on ne pourra reprendre l'offensive dans la bataille des idées qu'en changeant de terrain. Plus encore que les institutions de la démocratie libérale, il est essentiel d'apprendre aujourd'hui aux jeunes les compétences et les valeurs qu'elle requiert : la capacité à affirmer ses propres intérêts et ses propres valeurs ; à confronter leurs valeurs à celles des autres ; à se mettre à distance et à conclure des compromis ; à douter aussi de ce qu'on enseigne et à débusquer les logiques sociales derrière les performances techniques. Toutes ces compétences sont ce qui permet de nourrir le débat public, car c'est d'abord le débat public, plus encore que les élections, qui fait la démocratie.

Suffira-t-il, pour inverser la tendance, de réviser nos logiciens et de prendre pleinement conscience de ces réalités nouvelles ? Rien n'est moins sûr. Le backlash est un mouvement peut-être trop en phase avec le développement du capitalisme mondialisé pour s'arrêter si facilement. Mais ce serait un premier pas utile et renoncer n'est pas une option, du moins si on veut préserver ce qui reste d'espace et de crédit aux valeurs de la démocratie. ■

Il paraît vraisemblable aujourd'hui que l'extrême droite soit en voie de disparition, non parce qu'elle est battue mais parce qu'elle se dissout dans l'ensemble du corps social qui absorbe petit à petit son noyau dur idéologique.

